

La rentrée 2011 dans les collèges du département de l'Eure

La rentrée des classes 2011-2012 se caractérise par une hausse des effectifs qui passent de 28 227 à 29194 élèves, soit + 967. Dans ce contexte démographique positif, les services du Département ont travaillé depuis plusieurs mois pour que cette rentrée scolaire s'effectue dans les meilleures conditions possibles.

Dans ce dossier :

- Le point sur la rentrée et les chantiers, les programmations et projets concernant les collèges eurois.
- La politique départementale en faveur de la réussite éducative des Eurois
- La dynamique de projet du Conseil général
- Deux fois plus de collèges concernés dès cette année par les Espaces Numériques de Travail ;
- "Agriculture et nutrition" le projet engagé

La rentrée et les travaux

Afin de pouvoir accueillir l'augmentation des effectifs dans certains collèges pour cette rentrée scolaire de septembre, il a été installé des **classes provisoires** à savoir :

- **Collège Jean de la Fontaine à Bourgheroulde** : installation de 3 classes provisoires ;
- **Collège Pierre Corneille au Neubourg** : installation de 5 classes provisoires et un réfectoire pour le service des commensaux ;
- **Collège Victor Hugo à Gisors** : installation d'une classe.

Au Collège Guillaume de Conches à Conches-en-Ouche, les travaux de l'extension de 4 salles de classe, de 2 salles réservées aux activités artistiques sont achevés. Coût de l'opération 0,98 M€TTC. Inauguration prévue le 13 septembre.

Des travaux de rénovation des peintures structure et sol ont été réalisés sur les préaux de collèges : **Louis-Anquetin d'Etrépany, Ariane de Vernon, Paul-Bert d'Evreux, Guy-de-Maupassant de Fleury-sur-Andelle et George d'Amboise à Gaillon** pour un montant de 54 000 euros.

Sur les collèges de **Damville, La Saussaye, Gravigny, Le Neubourg, Pont-de-l'Arche et Saint Marcel**, travaux d'étanchéité de toitures pour un montant de 350 000 €

Collège Maurice de Vlaminck à Verneuil-sur-Avre : opération de 19 M€TTC. Le lancement de travaux a été effectué en mai et doivent durer 25 mois. Livraison 1ère phase locaux provisoires (administration + 4 salles d'enseignement + préau) à cette rentrée 2011, et

démolition du bâtiment administratif et d'une partie du bâtiment B durant la période estivale. Livraison complète de l'opération à la rentrée 2013.

Collège Guy de Maupassant à Fleury-sur-Andelle : opération de 18,2M€TTC.

En raison des fouilles archéologiques, le démarrage des travaux a été repoussé d'une année. Les travaux doivent débuter en décembre pour s'achever 18 mois plus tard.

Une attention particulière a été apportée au **collège de Breteuil**, et ce dans l'attente des travaux de restructuration de la demi-pension. De nombreuses mesures d'hygiène et de mise en conformité ont d'ores et déjà été effectuées ou vont l'être rapidement. La restructuration de la demi-pension interviendra durant l'été 2012.

Des travaux de conformité incendie et de mise en sécurité des lieux ont été menés : création de cloisons et portes coupe-feu au **collège de La Saussaye**, mise en conformité électrique, sécurité incendie du **collège le Hamelet à Louviers** pour un montant de 67 000 euros et traitement des façades au collège **Ariane de Vernon** pour un montant de 13 000 euros

Dans diverses **demi-pensions** des travaux ont été réalisés :

- pose de sol souple PVC en restaurant au collège **Henri-Dunant à Evreux** pour un montant de 8 000 euros ;

- Mesures conservatoires hygiènes au **collège de Saint-Marcel** pour un montant de 4 700 euros, **de Verneuil-sur-Avre** pour un montant de 8 000 euros, de **Breteuil** pour un montant de 7 000 euros.

- Les collèges de **Verneuil, Breteuil-sur-Iton et Beaumont-le-Roger** vont prochainement être équipés de matériel de cuisine divers.

Les collèges ont été invités à déposer leurs demandes de programmation auprès des techniciens de la Direction de l'éducation Jeunesse et Sports du Département.

L'ensemble des dossiers sera étudié courant septembre, ce qui permettra de donner un avis et de prioriser les travaux sur 2012. Les collèges recevront dès début novembre une information sur la programmation des travaux les concernant.

Les programmations :

Collège Marie Curie à Bernay : L'opération estimée aujourd'hui à 18,7 M€TTC est lancée. L'architecte a été choisi en juin et attribution du concours effectuée. Conception et études techniques se déroulent cette année 2011. Le marché de délégation de maîtrise d'ouvrage à EAD a été notifié. Démarrage des travaux mi 2012, livraison rentrée 2013.

Collège Jeanine Vancayzeele de Thiberville : opération de 13.5 M€TTC - Travaux 9,44 M HT. Étude de programmation de la restructuration du collège, désignation d'un programmiste 2ème trimestre 2012. Choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre fin 2012 – objectif de livraison 2015.

Collège de La Côte des Deux-Amants à Romilly-sur-Andelle : opération de 3.6 M€TTC. Construction d'un pôle scientifique et restructuration de la demi-pension. Validation du programme octobre 2011. Objectif de livraison rentrée 2014.

Collège Aimé Charpentier à Damville : opération de 7,84 M€TTC. Reconstruction de la demi-pension et réaffectation des locaux libérés. désignation d'un programmiste 2ème trimestre 2012. Choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre fin 2012 – objectif de livraison 2015.

Collège Jacques Brel à Beuzeville : opération de 3 M€TTC. Reconstruction de la demi-pension. Choix de l'architecte 2ème semestre 2012 pour une livraison mi-2014.

Collège Croix Maître Renault à Beaumont-le-Roger : opération de 0,8 M€TTC. Construction de 3 logements de fonction. Livraison prévue début 2ème semestre 2013.

Collège Pierre Brossolette à Brionne : opération 4,42 M€TTC . Reconstruction d'une demi-pension et réaffectation des locaux libérés. Choix de l'architecte Cabinet Amoyal. Les études de conception, études techniques sont en cours, le début des travaux est planifié fin du 1er semestre 2012 pour une livraison rentrée 2013.

Collège Marcel Pagnol à Gravigny : opération 0,18 M€TTC. Extension des sanitaires et du préau : études de conception en cours.

Collège Ariane à Vernon : opération 0,18 M€TTC. Installation des blocs sanitaires. Notification du marché Moe en cours. Livraison prévue 2ème semestre 2012.

Collège Pablo Picasso à Gisors : opération 0,18 M€TTC. Installation des blocs sanitaires. Livraison prévue 2ème semestre 2012.

Collège Les Fougères à Louviers : opération 0,18 M€TTC. Installation des blocs sanitaires. Livraison prévue 2ème semestre 2012.

Collège Le Roumois à Routot. Travaux grande maintenance réseau de chauffage et préau : études en cours.

Collège Jean Rostand à Évreux Saint-Michel, études et démarches engagées pour la mise en place d'un programme de mise en sécurité incendie de l'établissement.

Collège Pierre Mendès France à Val-de-Reuil : Phase de diagnostics engagée pour une étude de faisabilité de restructuration et de redimensionnement en septembre. Arbitrage scénarii 3ème trimestre 2011.

Collège Jean de la Varenne à Bourg-Achard : opération chiffrée à 14,5 M€TTC Régularisation du foncier actuel en cours de négociation avec la commune et l'EPFN pour le futur terrain. Validation du programme en Commission permanente du 11 juillet 2011 pour lancer l'appel à candidature au 2ème semestre 2011. Démarrage des travaux mi-2013 livraison début 2014.

Collège Jean de la Fontaine à Bourgheroulde : opération estimée à 3,84 M€TTC. Extension de la demi-pension et construction de salles banalisées. Choix de l'architecte janvier 2012. Conception études techniques en 2012 avec un objectif de livraison pour le 1er trimestre 2014.

Pour rappel : les réalisations des 4 dernières années

Voici la liste des opérations de construction, d'extension, de restructuration livrées depuis 2007 :

Reconstruction du collège Pierre et Marie Curie à **Pont-Audemer**,
Reconstruction du collège Louis Anquetin à **Étrépany**,
Reconstruction du collège Claude Monet à **Ezy-sur-Eure**,
Reconstruction du collège Georges Pompidou à **Pacy-sur-Eure**,
Reconstruction du collège Victor Hugo à **Gisors**,
Réaménagement des locaux de la SEGPA de **Manneville-sur-Risle**
Réaménagement de la ½ pension du collège Pablo Picasso à **Gisors**,
Construction du collège Croix Maître Renault à **Beaumont-le-Roger** (hors logements),
Reconstruction du Collège Ferdinand Buisson à **Louviers**,
Construction du Collège Guillaume de Conches à **Conches-en-Ouche**,
restructuration de la ½ pension permettant l'accueil de 80 rationnaires supplémentaires d'une part et d'autre part extension de 6 salles ;
Construction du collège Rosa Parks (Jean Moulin) aux **Andelys**,
Restructuration et extension du collège Cervantès à **Vernon**,
Collège Pierre Mendès France à **Val-de-Reuil** : "résidentialisation" du collège, installation de clôture et portail.

La politique départementale en faveur de la réussite éducative des Eurois

Les Conseils généraux se sont vus confier par la loi, en août 2004, la responsabilité de la carte scolaire des collèges, en concertation avec le Conseil départemental de l'Education nationale (CDEN). Le Département de l'Eure, dans ce cadre, et en lien étroit avec l'Inspection Académique, a engagé une action visant à rechercher l'équilibre social et urbain du territoire, grâce à l'outil de sectorisation.

Une action qui va se poursuivre cette année encore.

En 2008, le diagnostic départemental carte scolaire a permis de confirmer et/ou révéler des secteurs où des situations urgentes existent et nécessitent des réponses. Ainsi, il a été convenu de mener des réunions de concertation territoriale avec les établissements concernés afin d'échanger les éléments d'information, partager le diagnostic et ébaucher des hypothèses de travail pour apporter une réponse dans une dynamique temporelle (au sens où elle peut être multiple et évolutive à court, moyen et long terme), et ce, en étroite collaboration avec l'Inspecteur d'académie.

Au total 6 territoires ont été identifiés et ont fait l'objet de réunions de concertation depuis 2007 jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, 12 collèges ont connu une modification de leur secteur de recrutement.

Pour cette rentrée, les collèges d'Aubevoye, Gaillon, Roger Gaudeau aux Andelys, le Hamelet à Louviers, Ariane et Cervantès à Vernon connaissent une modification de leur secteur de recrutement où des réunions de concertations puis d'informations ont été organisées notamment auprès des familles concernés en lien avec les municipalités.

Relance de la démarche depuis la rentrée scolaire 2010

Après cette première vague, le diagnostic départemental a été actualisé afin d'intégrer les dernières évolutions. A l'échelle départementale, à la rentrée scolaire 2011, 2 000 collégiens de plus, par rapport à la rentrée scolaire 2007, ont été recensés. Globalement sur le territoire, apparaissent des mouvements de population importants avec de nombreuses inscriptions d'élèves en cours d'année et qui ne peuvent être recensées. Ce phénomène est à rapprocher des opérations ANRU engagées et également du solde migratoire et de l'attractivité du département de l'Eure pour les familles.

De plus, l'évolution de la morphologie urbaine des villes bénéficiant de l'ANRU implique une mise à jour de la sectorisation du fait de création, modification du cadastre.

Les villes d'Evreux, de Val-de-Reuil et de Vernon sont particulièrement concernées.

C'est pourquoi, le Conseil général a décidé de poursuivre la démarche carte scolaire sur plusieurs territoires prioritaires, dès à présent, afin de permettre une resectorisation à la rentrée scolaire 2012. Il s'agit de : Evreux et son agglomération, Le collège du Neubourg, Le Roumois, Val-de-Reuil et Louviers, Gisors, Etrepagny et Les Andelys.

Cette concertation concerne au moins 25 collèges. A partir de cette rentrée de septembre, en prenant en compte les prévisions de l'Inspection académique, 24 collèges ont un taux d'occupation supérieur à 90 %, dont 12 collèges déjà en situation de sur-occupation.

Du fait de l'évolution rapide des effectifs pour certains territoires, d'autres collèges pourraient être intégrés à la démarche carte scolaire dès cette rentrée, il s'agirait : des collèges de la Saussaye, de Pont-Audemer et de Manneville avec le territoire du Roumois (Bourg-Achard, Routot, Bourgheroulde, Montfort), des collèges de Damville, Nonancourt, Bueil et Saint-André représentant un nouveau territoire d'intervention.

Etat d'avancement de la concertation

L'ensemble des 5 nouveaux territoires a déjà été réuni au moins une première fois afin d'établir le diagnostic et de partager les constats.

L'objectif est de présenter à l'Assemblée départementale, en décembre, les différents scénarii d'intervention retenus pour ces 5 territoires permettant une mise en œuvre des modifications de secteur à la rentrée de septembre 2012.

Les objectifs de cette démarche sont de :

- appréhender et anticiper les évolutions d'effectifs sur chaque territoire afin d'ajuster les secteurs de recrutement aux capacités d'accueil ;
- par la resectorisation, contribuer à l'équilibre des établissements.

La dynamique de projet du Conseil général

Le Département encourage et accompagne la pédagogie dans les collèges avec le financement de projets pédagogiques éducatifs ou culturels permettant notamment la découverte et l'ouverture culturelle des élèves, les projets établissement du développement durable (EdDD), ou les projets de réussite éducative pour contribuer à l'égalité des chances des collégiens eurois. En 2010-2011, le Département a soutenu 121 projets pour un montant total d'environ 400 000€ de subvention accordée aux collèges.

Lors des différents moments d'échange - réunion de rentrée en octobre et réunions semestrielles de concertation territoriale - les Principaux des collèges ont sollicité notamment un aménagement du calendrier des projets.

Ainsi, pour l'année scolaire 2011-2012, les modifications suivantes ont été apportées :

- Dès le mois de mai un envoi groupé des appels à projets (réussite éducative et projets pédagogiques éducatifs et culturels) ;
- Une forme commune (un cahier des charges et un formulaire) ;
- Un envoi par mail en parallèle du courrier, permettant aux collèges de répondre par voie électronique.

L'engagement en matière de réussite éducative a permis de développer des projets innovants autant en termes de contenu que dans les modalités de mise en œuvre.

L'exemple d'un projet innovant : le projet de plate-forme de resocialisation

Ce projet de plate-forme de resocialisation, concernait la création d'un espace intermédiaire d'apprentissage individuel et collectif" retenu en août 2009 dans le cadre de l'appel à projets du Haut-commissaire à la jeunesse et aux solidarités actives illustre parfaitement la catégorie des projets innovants et expérimentaux développés par le Conseil général.

Dans le cadre du fonds d'aide à la jeunesse 500 projets ont été déposés au niveau national, 165 ont été retenus et 50 identifiés comme particulièrement intéressants pour leur qualité dont celui de l'Eure. Sur l'ensemble des projets validés, seuls 2 projets sont présentés par des collectivités territoriales, à savoir le Département du Nord et le Département de l'Eure.

En 2009-2010, ce projet co-piloté par le Conseil général et l'Inspection académique impliquait les collèges de Brionne, Montfort et Bernay (Marie-Curie) et leur territoire à travers l'engagement des partenaires locaux.

Les objectifs principaux étaient de :

- Mettre en œuvre les moyens qui permettent au Jeune en situation potentielle de décrochage scolaire de résoudre ses difficultés et de révéler ses potentialités, en créant un espace intermédiaire d'apprentissage individuel et collectif, espace "d'entre deux" entre le collègue et des expériences extérieures fortes ;
- Co-construire une nouvelle posture d'accompagnement grâce à une mise en synergie des partenaires locaux concertés et coordonnés autour du projet du jeune et de sa famille.

La dynamique partenariale engagée et les résultats obtenus ont incité l'ensemble des acteurs à relancer une nouvelle plate-forme de resocialisation sur deux collèges celui de Brionne et Marie Curie à Bernay et sur deux années (pour éviter une césure à la rentrée scolaire), en choisissant une nouvelle thématique support autour de l'anniversaire de la Normandie.

Le projet continue d'être porté par le Département et les Principaux des collèges.

Malgré la qualité de l'action conduite, son faible coût, le respect de la planification, et le bilan positif pour les douze élèves, le Ministère n'a pas donné un avis favorable à la poursuite du financement.

Depuis janvier 2011, les différents acteurs ont poursuivi leur réflexion et une dizaine de jeunes ont été repérés sur les deux collèges pour intégrer la nouvelle plate forme de resocialisation. Il s'agit de faire en sorte que ces jeunes collégiens deviennent orientables et ne quittent pas leur scolarité sans un projet construit et qui corresponde à leurs capacités et à leurs envies.

Le projet reste décliné suivant trois temps forts :

- un temps de mobilisation des parents et des jeunes avec la nomination d'un référent unique
- un temps de séjour de rupture d'une semaine qui se déroulera à Cabourg destiné à créer un espace où les jeunes auront à vivre des expériences fortes et positives ;
- un temps de réintégration sur quinze jours pour favoriser un retour progressif dans l'établissement avec la réalisation d'une production (cette année la maquette d'un bateau).

Le projet s'inscrit dans le thème de l'anniversaire de la Normandie et toutes les activités sont structurées autour de l'époque médiévale, la mer et le patrimoine de la Région.

Une déclinaison urbaine en cours de structuration

Il est également développer une déclinaison urbaine de cette thématique de "prévention du décrochage scolaire" sur les collèges d'Evreux.

En effet, la réintégration de l'équipe de prévention spécialisée au sein de l'UTAS d'Evreux a été une opportunité pour développer et décliner le projet sur le phénomène du décrochage actif ou passif à l'échelle de l'agglomération ébroïcienne. Ainsi, les collèges de Pablo-Neruda, Politzer, Henri-Dunant et de Navarre sont associés et mobilisés sur ce projet.

Une convention cadre entre le Conseil général et l'Inspection académique fixe les objectifs suivants :

- Sensibiliser l'élève sur son comportement et les risques liés au décrochage ou à l'exclusion; établir ou rétablir le dialogue entre les parents et l'institution scolaire afin de les repositionner dans leur rôle parental
- aider le jeune à entrer dans une dynamique de projet scolaire et professionnel afin de le remobiliser sur sa scolarité. Dans cette perspective le jeune doit être accompagné pour acquérir une meilleure insertion sociale et professionnelle.

Espace Numérique de Travail : Deux fois plus de collèges concernés dès cette année

Après une phase d'expérimentation, le projet Espace Numérique de Travail (ENT) mis en place par le Département entrera à la rentrée de septembre 2011 dans un processus de généralisation pour s'étendre à l'ensemble des collèges eurois en 2014.

Le Département a lancé une expérimentation, depuis janvier 2008, autour d'un espace numérique de travail auprès de cinq collèges, en confiant à France Télécom la gestion et le pilotage technique de cet espace. Le rôle du Conseil général était de piloter et coordonner l'intervention des différents partenaires et d'impulser à travers une démarche concertée des orientations et objectifs communs.

Dans ce cadre des ressources communes et partagées ont été intégrées à la plate-forme collaborative comme Paraschool, un outil permettant le soutien scolaire, le site.TV, Universalis Junior (une encyclopédie)... Les établissements ont également été dotés de tableaux blancs interactifs (TBI).

Les objectifs de cette expérimentation euroise sont :

- D'expérimenter un outil "plate-forme numérique" permettant une facilité d'utilisation et d'appropriation répondant aux besoins en termes de fonctionnalités de la communauté éducative ;
- De développer des usages et des projets avec pour certains une dimension inter-établissements.

Le Département va investir 900 000€

Depuis la rentrée 2010-2011, 7 collèges ont poursuivis l'expérimentation dont 1 nouveau collège celui de Brionne.

Les sept collèges concernés sont :

Collège Hyacinthe Langlois, à **Pont-de-L'arche**,
Collège Pierre et Marie Curie, à **Pont-Audemer**,
Collège César Lemaître, à **Vernon**,
Collège Ferdinand Buisson à **Louviers**,
Collège Pablo-Neruda à **Evreux**,
Collège Alphonse Allais à **Val de Reuil**,
Collège Pierre Brossolette à **Brionne**.

Ainsi, l'année scolaire 2010-2011 a permis de conforter certains établissements dans l'utilisation d'un ENT et également d'évaluer la fiabilité de la solution dans la mise en œuvre et la capacité de déploiement dans un nouveau collège. Une évaluation précise a été menée par un laboratoire du CNRS le Observus LUTIN... Etant globalement positive, le Département a souhaité s'engager dans la généralisation d'une solution ENT par phase de déploiement.

Ainsi, dès la rentrée de septembre 2011, cette première phase de déploiement va concerner 14 collèges incluant les 7 collèges pilotes et 7 nouveaux collèges. Il s'agit des collèges suivants :

Collège J Brel, à **Beuzeville**,
Collège J de la Fontaine, à **Bourgtheroulde**
Collège M Pagnol, à **Gravigny**
Collège G.d'Amboise, à **Gaillon**
Collège Maurice de Vlaminck, à **Verneuil-sur-Avre**
Collège J-C Dauphin, à **Nonancourt**
Collège G de Maupassant, à **Fleury-sur-Andelle**.

Le marché a été notifié le 24 août . A terme, le coût prévu pour la généralisation à l'ensemble des collèges en 4 années représente 901 305 €pour le Département.

Le projet " Agriculture et nutrition"

Le Département de l'Eure met en œuvre un projet d'envergure régionale pour apporter une réponse globale à deux constats apparemment sans lien entre eux.

Le premier constat concerne une exigence de plus en plus forte de la société sur la qualité nutritionnelle des repas et la traçabilité des aliments du fait des impacts sur la santé.

Le second constat concerne les difficultés de l'agriculture locale, comme celle au niveau national, parce qu'elle est dérégulée, mondialisée et soumise à une très forte organisation des systèmes de distribution.

Pour tenter de répondre à l'un et l'autre de ces constats, Jean Louis Destans, le Président du Conseil général de l'Eure a initié au printemps 2010 un projet aussi original qu'ambitieux : la mise en place d'une politique locale «agriculture et nutrition» projet que ses homologues de la Région et du Conseil Général de Seine-Maritime ont rejoint en fin d'année 2010. L'action a aujourd'hui pris une dimension régionale.

L'idée est de développer l'achat systématique de denrées alimentaires (bio ou non) issues des filières courtes Haut Normandes, celles qui vont directement du producteur au consommateur en évitant de lourds temps et coûts de transport, voire des marges excessives, pour l'ensemble des demi-pensions des collèges et lycées de la région qui servent 14 millions de repas par an. Cette orientation politique est irréversible et vise à garantir, aux agriculteurs Haut-Normands, l'achat de gros volumes de produits alimentaires

Il s'agit en effet d'aider les marchés à se structurer, y compris dans la transformation et le conditionnement des produits (épluchage de légumes, préparation des œufs, mise en conserve de fruits...)

Cinq produits ciblés ont été retenus : le pain, la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes et les produits de la pêche.

Deux objectifs opérationnels ont été définis :

① Doubler chaque année les quantités de produits bio et choisir un maximum de produits locaux de qualité dans la préparation quotidienne des repas servis dans les collèges et lycées. Il est convenu que cet objectif concernera les produits ciblés.

② Développer des actions de sensibilisation et d'animation pédagogique dans tous les collèges avec les cuisiniers, les parents d'élèves, les enseignants et les élèves.

Depuis un an, le projet "Agriculture et Nutrition", très largement communiqué par les Présidents du 276, a fait l'objet d'un travail important des services.

La commande publique (pilotage D 27)

Aujourd'hui, les cahiers des charges pour les marchés des viandes et du pain ont été réalisés et proposés au groupement de commandes eurois pour les viandes et aux collèges de l'Eure pour le pain.

Une réunion a été organisée le 31 août avec les principaux et les gestionnaires de l'Eure pour communiquer et répondre aux questions relatives au cahier des charges pain et leur expliquer comment procéder au lancement du marché et à l'analyse des offres. Cette démarche pédagogique vise à rassurer certains principaux qui n'ont pas tous l'habitude d'utiliser les procédures de marchés publics.

Un travail similaire se conduit en Seine-Maritime auprès des 3 groupements de commandes et devrait aboutir dans les mois à venir.

Dès la rentrée, les travaux vont se poursuivre sur les produits laitiers, et les fruits et légumes

Structuration des filières (pilotage D 76)

Tous les acteurs agricoles Haut-Normands des produits ciblés, à l'exception des produits de la mer, ont été réunis au moins une fois. Le taux de participation à ces réunions a été important et témoigne de l'intérêt des professionnels pour ce projet.

Certaines filières peuvent se structurer assez vite, par exemple le pain et les volailles alors que d'autres comme les légumes ou les produits laitiers demanderont plus de temps. Les légumes car les terres de maraîchage sont peu nombreuses et que ce type d'exploitation s'avère moins rentable que les surfaces céréalières. Les produits laitiers car il s'agit de produits transformés qui rendent indispensables la construction d'ateliers voir d'usines de transformation.

Identification des besoins des Etablissements scolaires (pilotage CRHN)

Un travail de recensement des besoins en nature et quantité de produits alimentaires a été réalisé pour les 283 Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLÉ) et l'accompagnement pédagogique EPLÉ Haut-Normands.

Une étude plus fine sur le degré de transformation attendue et sur les besoins en équipements culinaires est en cours.

Par ailleurs, en avril et mai, par petits groupes, les 283 chefs cuisiniers ont bénéficié d'une formation de 2 jours pour les sensibiliser au projet et commencer à initier une démarche pédagogique dans les établissements

Depuis le mois d'avril, des journées de mutualisation des compétences sont organisées par les services de la région avec des thématiques (exemple: cuisine aux herbes aromatiques, poisson frais...) pour les cuisiniers des lycées.

Ces journées pourraient être étendues aux cuisiniers des collèges, dans le cadre de la démarche 276 mais nécessite un important travail d'organisation.

A partir de 2012, des formations seront dispensées aux chefs cuisiniers des établissements afin de les initier aux nouvelles façons de cuisiner comme par exemple la cuisson à basse température (qui permet de conserver +30 % du poids du produit par rapport à une cuisson classique).